

BOULOGNE-SUR-MER DEVELOPPEMENT COTE D'OPALE

Association Loi 1901
2 bis, boulevard Daunou - BP 611
62321 BOULOGNE SUR MER CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association BOULOGNE-SUR-MER DEVELOPPEMENT
COTE D'OPALE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association BOULOGNE-SUR-MER DEVELOPPEMENT COTE D'OPALE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession des commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués par :

- La mise en œuvre de diligences destinées à nous assurer du correct rattachement des subventions à l'exercice comptable,
- L'examen des données et hypothèses retenues pour l'évaluation des provisions inscrites au bilan.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité

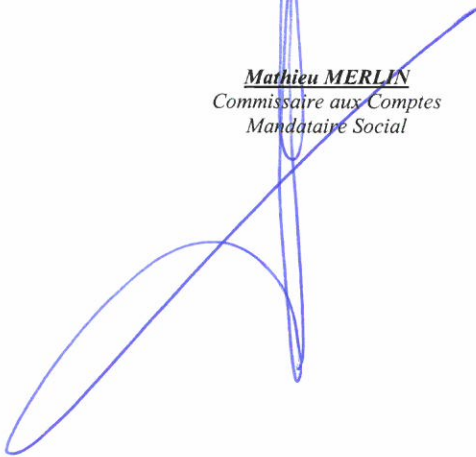
de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

FAIT A SAINT MARTIN BOULOGNE
LE DEUX JUIN DEUX MILLE VINGT CINQ

SAS CEASOGETEX
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Hauts de France

Mathieu MERLIN
Commissaire aux Comptes
Mandataire Social



ANNEXE

- Bilan Actif ;
- Bilan Passif ;
- Compte de résultat ;
- Annexe aux Comptes Annuels

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	68 719	68 719		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	471 882	444 825	27 058	36 287
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	540 601	513 544	27 058	36 287
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	241 091		241 091	247 636
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 208 477		1 208 477	1 105 181
	DISPONIBILITES	132 574		132 574	117 957
	Charges constatées d'avance	35 940		35 940	23 595
	TOTAL (II)	1 618 083		1 618 083	1 494 369
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 158 684	513 544	1 645 140	1 530 656

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre



Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	1 041 603	1 026 121
	Résultat de l'exercice	115 913	15 481
	Total des fonds propres	1 157 516	1 041 603
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	1 157 516	1 041 603
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	175 702	185 040
	Total des provisions	175 702	185 040
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 760	34 577
	Dettes fiscales et sociales	267 514	269 214
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	649	222
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	311 922	304 013
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 645 140	1 530 656
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	115 913,39	15 481,42
	(1) Dont à moins d'un an	311 922	304 013
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

ENGAGEMENTS DONNES



Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	4 940	4 452
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	1 631 096	1 505 704
	Dons	201	
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante		
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	11 240	1 969
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	1 647 477	1 512 125
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	438 973	383 595
	Impôts, taxes et versements assimilés	66 138	61 374
	Rémunération du personnel	743 397	727 659
	Charges sociales	268 668	283 097
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	17 303	43 794
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	(1)	2
	Total des charges d'exploitation	1 534 478	1 499 522
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	112 999	12 603
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	3 297	3 056
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	3 297	3 056
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	116 296	15 659
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles	180	
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(180)	
	Impôts sur les sociétés	202	178
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	1 650 774	1 515 181
	TOTAL DES CHARGES	1 534 861	1 499 700
	EXCEDENT ou DEFICIT	115 913	15 481
	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		



Annexe



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière, dans le respect du principe de prudence et selon le référentiel du règlement ANC 2018-04.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 645 140 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 650 774 euros** et un total **charges** de **1 534 861 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **115 913 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Présentation de l'entité

Forme juridique : association loi 1901

Date de création de la structure : 18 juin 1993

Numéro SIRET : 3927300160053

Code NAF : 7111 Z

Convention collective : CNER-UCCAR

Adresse du siège social : 2bis boulevard Daunou 62200 BOULOGNE-SUR-MER



Description de l'objet social de l'entité

L'Association Boulogne-sur-Mer Développement Côte d'Opale constitue une agence d'attractivité, d'urbanisme et de développement économique. L'agence est un organisme d'étude et de réflexion sur l'aménagement et le développement du Boulonnais. Se retrouvent au sein de l'agence les collectivités locales, l'Etat et les autres partenaires publics du développement urbain et du développement

Règles et Méthodes Comptables



économique.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'agence d'attractivité développe une expertise sur les différents domaines de l'urbanisme et du développement économique (planification, habitat, mobilités, économie, environnement, foncier...), au service du territoire.

Outils pluridisciplinaires, partenariaux et mutualités, l'agence fonctionne dans une volonté de travailler en commun à l'échelle du Boulonnais afin d'orienter les stratégies territoriales. Elle est composée d'une équipe pluridisciplinaire, développant une expertise du territoire dans la durée.

L'agence vient en appui technique des collectivités territoriales. Elle met à disposition des moyens d'observation et d'évaluation et propose des réflexions stratégiques et opérationnelles et contribuent ainsi au processus décisionnel des élus.

Les agences d'urbanisme sont définies juridiquement par l'Article L132-6 du Code de l'urbanisme :

« Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'État et les établissements publics ou autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire, des organismes de réflexions, d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés « agences d'urbanisme ». Ces agences d'ingénierie partenariale ont notamment pour mission :

- suivre les évolutions urbaines et développer l'observation territoriale,*
- participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux,*
- préparer les projets d'agglomération, métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques,*
- de contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable, la qualité paysagère et urbaine,*
- d'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines. »*

Description des moyens mis en œuvre

Règles et Méthodes Comptables

L'agence dispose d'une équipe pluridisciplinaire d'une vingtaine de personnes.

L'agence est locataire d'un espace tertiaire composé de bureaux et de salles de réunions.

Le matériel utilisé est essentiellement bureautique : ordinateurs, logiciels, moyens de reprographie...

Les faits caractéristiques de l'exercice

Aucun évènement significatif n'est à signaler au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.



Règles et Méthodes Comptables

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	68 719					68 719
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	68 719					68 719
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	137 676		2 230			139 906
	Matériel de transport	107 803					107 803
	Matériel de bureau, mobilier	218 329		5 843			224 173
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	463 808		8 074			471 882
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TO TAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TO TAL		532 527		8 074			540 601



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	68 719			68 719
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	68 719			68 719
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	122 805	3 107		125 912
	Matériel de transport	107 803			107 803
	Matériel de bureau, mobilier	196 913	14 197		211 110
	TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	427 521	17 303		444 825
TOTAL		496 240	17 303		513 544

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							



Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices	1 922	1 922	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	239 169	239 169	
	Charges constatées d'avances	35 940	35 940	
TOTAL DES CREANCES		277 032	277 032	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	43 760	43 760		
	Personnel et comptes rattachés	137 852	137 852		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	126 669	126 669		
	Impôts sur les bénéfices	313	313		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	2 680	2 680		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	649	649		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		311 922	311 922		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Produits à recevoir

		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		239 380
Autres créances		239 380
ORG.SOC. PROD.A RECE	211	
DEBIT.CRED.DIV.PROD A RECEVOIR	236 087	
DEBIT. A RECEVOIR	3 082	



Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		240 456
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURNIS.FACT.NON PAR	29 219	29 219
Dettes fiscales et sociales CONGES A PAYER CHARGES SOCIALES SUR CP ORG.SOC. CHARGES A PAYER	137 852 73 020 364	211 236



Charges et Produits constatés d'avance

	31/12/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		35 940	
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		35 940	



Annexe libre

Tableau des subventions octroyées par financeurs

Financeurs	Montant subvention
Green Place Urbact	23 764
CAB	970 000
Scot du Boulonnais	90 000
Etat	81 219
Conseil Général	30 000
Région	43 388
Galpa Région	38 546
Galpa Feamp	38 546
CCT2C	65 000
FISAC	45 199
Subventions Diverses	22 000
PMCO	59 500
Desvres Samer	63 500
Digi Inclusion Urbact	23 589
Mobility Makers	40 000
Commerce	14 300



L'association s'est donc vue octroyée un total d' 1 648 551 € de subventions durant l' année 2024

Rémunérations des Dirigeants

31/12/2024

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

215 139

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Effectif moyen



31/12/2024

Interne

Externe

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
	Cadres & professions intellectuelles supérieures		
	Professions intermédiaires		
	Employés	17	
	Ouvriers		
	TOTAL	17	

Engagements financiers

	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Engagements retraite		175 702	
		175 702	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		175 702	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			



L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Détail - Engagements en pensions, retraite et assimilés

Engagements financiers - Engagements en pensions, retraite et assimilés	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Totalisation		

